1. Les changements climatiques affectent d'ores et déjà les Néo-Brunswickois et le reste de l'humanité. L'avenir sera sombre si des mesures ne sont pas prises dès maintenant.

Les études et déclarations récentes de la presque totalité des institutions scientifiques mondiales ainsi que les événements dont nous sommes témoins attestent du fait que notre survie est de jour en jour, de plus en plus menacée par les changements climatiques. Le message à retenir est que le temps à notre disposition pour éviter la catastrophe climatique est de plus en plu court.

Les scientifiques ont décelé que l'émission continue de gaz à effet de serre (GES) déclenche présentement de 467 façons différentes des aléas climatiques qui affectent l'humanité, l'eau, les aliments, l'économie, les infrastructures et la sécurité.

Ils ont observé 27 impacts sur les attributs de la santé humaine. Les changements climatiques pourraient arrêter et renverser les progrès réalisés au cours des cent dernières années en santé humaine. À l'inverse, selon les experts en santé publique une réduction rapide des émissions de carbone pourrait sauver des millions de vies humaines.

Au cours des dernières années, le Nouveau-Brunswick a subi certains des effets les plus dévastateurs tels que des inondations, des tempêtes tropicales, des tempêtes de verglas, des sécheresses, des canicules ainsi que des ondes de vent et de tempête. Ce sont les signes les plus visibles. Mais le public est moins conscient de l'extinction de certaines espèces, des changements dans les saisons de croissance, de l'augmentation des visites aux hôpitaux, de la réduction du rendement agricole et des produits de la pêche et de l'augmentation des espèces invasives.

Les derniers cinq ans ont été les plus chauds, sur mer et sur la terre ferme. 2018 a été l'année la plus chaude des années de La Niña qui sont habituellement des années plus fraîches.

L'année 2018 a été la plus chaude jamais enregistrée dans les océans qui absorbent 90% de la chaleur emmagasinée par les GES. Le taux de réchauffement océanique augmente et sera au cours des prochains 60 an, 6 fois plus élevé qu'au cours des derniers 60 ans.

Les scientifiques « sont surpris par la vitesse des changements du système Terre. Il y a plus de changements et à un rythme plus accéléré qu'on l'aurait cru il y a vingt ans. Nous nous dirigeons à fond de train vers le précipice (notre traduction) ».

Nos émissions ne diminuent pas mais elles augmentent plutôt à un rythme encore plus rapide. Nous avons vu en 2018 des niveaux record d'émissions de GES (dioxyde de carbone, méthane, oxyde nitrique) et on prévoit que la situation sera pire en 2019. Nous sommes probablement plus près de plusieurs seuils de basculement que prévus.

L'urgence et la gravité de la situation ne sont pas difficiles à comprendre. Ce qui doit doit être fait n'est pas non plus difficile à comprendre: nous devons le plus tôt possible arrêter de brûler des combustibles fossiles.

« Qu'il s'agisse de creuser un nouveau puit de gaz, ou de maintenir une vieille centrale à charbon ou même d'acheter une voiture diesel, les choix que nous faisons aujourd'hui vont déterminer les avenues climatiques de demain (notre traduction). » La voie est claire; il faut agir dès maintenant si nous ne voulons pas voir s'envoler notre dernière chance d'avoir un climat sain dans l'avenir.

2. Un après l'autre, les gouvernements du Nouveau-Brunswick n'ont pas compris l'urgence et la gravité des changements climatiques comme en font historiquement foi leur inaction et leur promotion de l'industrie des combustibles fossiles.

Le gouvernement actuel a pour politique de développer l'industrie du gaz de schiste, de promouvoir le transport du pétrole des sables bitumineux avec l'oléoduc Énergie Est et de soutenir le projet de conversion du terminal Canaport de Repsol/Irving LNG en une installation d'exportation de gaz naturel.

Chacune de ces actions va empêcher le Nouveau-Brunswick de se conformer aux normes limitant les émissions de GES comme ça été le cas avec des projets semblables dans les provinces de l'ouest.

L'ancien gouvernement libéral avait élaboré avec les autres partis une stratégie qui en dépit de ses bons principes généraux ne prévoyait pas d'échéancier ni de plan de mise-en-œuvre et n'établissait pas de tarif pour le carbone.

Sa valeur positive était neutralisée par l'appui du gouvernement au projet de l'oléoduc Énergie Est et son refus inexplicable de consolider par une loi le moratoire largement appuyé sur le gaz de schiste.

3. Devant cette menace climatique qui pèse sur notre survie et sur la planète et devant l'impossibilité de se fier à nos gouvernants provinciaux pour protéger la santé et la vie de leurs citoyens, nous devons faire appel à la protection des tribunaux et du gouvernement fédéral.

Conformément à l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés* le gouvernement fédéral à la responsabilité et l'obligation de garantir « le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne ». Il a de plus, la responsabilité d'assurer le respect des engagements internationaux du Canada.

À cet effet, le gouvernement fédéral doit avoir le pouvoir d'agir y inclus le pouvoir d'imposer des normes minimales pour l'ensemble du pays afin de satisfaire à ces garanties et responsabilités.

En l'absence d'un tel pouvoir, les mesures inadéquates et inégales de la part des gouvernements provinciaux menacent la santé et la vie des habitants du Nouveau-Brunswick et

du reste du monde puisque les émissions de GES ne reconnaissent pas les frontières politiques. Nous ne voulons pas être victimes des changements climatiques ni ne voulons les exporter.

Le gouvernement fédéral aussi n'a pas traité des changements climatiques de manière cohérente mais il sait qu'il ne peut pas esquiver ses responsabilités internationales, constitutionnelles et morales.

4. En fait, nous n'avons pas le choix. On ne peut pas marchander les lois de la physique. Si nous ne réduisons pas sans tarder de manière importante notre utilisation des combustibles fossiles nous mettons en péril notre présent et il vaut mieux faire nos adieux à notre avenir.

Selon les scientifiques « À moins d'une diminution rapide du CO2 et des autres gaz à effet de serre, les changements climatiques seront de plus en plus dévastateurs et auront des impacts irréversibles sur la vie terrestre. L'occasion d'agir est presque évaporée (notre traduction) ».

Par conséquent, comme intervenant nous prétendons que le gouvernement fédéral a en vertu de nos obligations internationales et des garanties du droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne prévues à la *Charte*, le pouvoir et l'autorité morale d'agir pour protéger ces droits.

Son pouvoir implicite doit comprendre le droit d'établir des normes minimales pour l'ensemble du pays y inclus la tarification du carbone et de passer outre à la volonté de provinces particulières.

Comme le notait l'*Economist*, « Le Canada est mal équipé pour affronter un avenir non dominé par les combustibles fossiles mais il doit se préparer à faire une transition juste et équitable vers une économie propre (notre traduction) »

Au sujet de la tarification du carbone

Le *Wall Street Journal* a fait remarqué que la tarification du carbon, que ce soit par une taxe ou par un autre mécanisme semblable, a été endossée par « Tous les quatre anciens présidents toujours vivants de la Réserve fédérale américaine, par près de 30 récipiendaires de prix Nobel en économie et par tous les anciens présidents, sauf un, du Conseil des conseillers économiques de la Maison-Blanche (notre traduction) »

La tarification a aussi obtenu l'appui des grandes entreprises pétrolières, des groupes environnementaux et autres de tous les horizons politiques y inclus de la Chambre de commerce canadienne. Alors que chacun de ces groupes peut avoir une perspective différente sur les façons de la mettre en œuvre, tous reconnaissent que la tarification est le moyen le plus efficace de décarboniser notre économie.

Même le gouvernement du Nouveau-Brunswick admet dans son mémoire présenté à la Cour d'appel de la Saskatchewan que la tarification du carbone est un instrument efficace.

Alors que les économistes s'entendent pour l'essentiel sur l'efficacité de la taxe sur le carbone, les politiciens ont tellement diabolisé le mot « taxe » que les citoyens ordinaires y réagissent maintenant négativement.

Son acceptation dépend donc beaucoup de la façon d'expliquer la taxe, de son application et de l'usage qui sera fait de l'argent. Jusqu'à maintenant, les mécanismes les mieux acceptés sont ceux qui retournent les fonds recueillis directement aux citoyens sous forme de rabais. C'est ce que prévoit le filet de sécurité fédéral sur la tarification du carbone. Il reste à voir comment le Nouveau-Brunswick y réagira.

Il existe aussi la possibilité de diriger les fonds recueillis vers des usages énergétiques et climatiques ou encore de les partager entre les rabais et ces usages.

Ce qui importe plus que tout c'est que les gouvernements puissent appliquer la taxe différemment à la condition de maintenir l'élément qui limite les émissions. Il faut espérer que les meilleures méthodes de mise en œuvre de la tarification du carbone et leur acceptation sociale vont évoluer avec le temps.

<u>La coalition d'organismes chapeautée par Climate Justice de Saskatoon comprend en plus de</u> l'AAGSNB :

Climate Justice Saskatoon, National Farmers Union, Saskatchewan Coalition for Sustainable Development, Saskatchewan Council for International Cooperation, Saskatchewan Electric Vehicle Club, Council of Canadians: Prairie and Northwest Territories Region, Council of Canadians: Regina Chapter, Council of Canadians: Saskatoon Chapter, Youth of the Earth

Les documents cités dans le mémoire:

Perspectives on Climate Change Action in Canada—A Collaborative Report from Auditors General—March 2018

http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/English/parl_otp_201803_e_42883.html
Earth System Research Laboratory Global Monitoring Division, Trends in Atmospheric Methane https://www.esrl.noaa.gov/gmd/ccgg/trends ch4/

Earth System Science Data, Earth Syst. Sci. Data, 10, 2141-2194, 2018, Global Carbon Budget 2018 https://www.earth-syst-sci-data.net/10/2141/2018/

World has no capacity to absorb new fossil fuel plants, warns IEA https://www.theguardian.com/business/2018/nov/13/world-has-no-capacity-to-absorbnew-fossil-fuel-plants-warns-iea

Lancet Countdown 2018 Report: Briefing for Canadian Policymakers November 2018 http://www.lancetcountdown.org/the-report

Save millions of lives by tackling climate change, says WHO https://www.theguardian.com/environment/2018/dec/05/save-millions-of-lives-bytackling-climate-change-says-world-health-organization

Global warming will happen faster than we think, Yangyang Xu, Veerabhadran Ramanathan & David G. Victor https://www.nature.com/articles/d41586-018-07586-5

Warming assessment of the bottom-up Paris Agreement emissions pledges Yann Robiou du Pont, Nature Communications https://www.nature.com/articles/s41467-018-07223-9

New Brunswick: Doing Everything Right and Still Getting Walloped by Climate Change https://www.watercanada.net/feature/new-brunswick-doing-everything-right-and-stillgetting-walloped-by-climate-change/

Broad threat to humanity from cumulative climate hazards intensified by greenhouse gas emissions Camilo Mora, Nature Climate Change (2018) https://www.nature.com/articles/s41558-018-0315-6

Climate change causing dramatic shift in Bay of Fundy fisheries https://www.conservationcouncil.ca/en/climate-change-causing-dramatic-shift-in-bayof-fundy-fisheries/

How is Climate Change Affecting New Brunswick? https://bit.ly/2S95AjF

Explaining Extreme Events from a Climate Perspective
https://www.ametsoc.org/ams/index.cfm/publications/bulletin-of-the-americanmeteorological-society-bams/explaining-extreme-events-from-a-climate-perspective/